

558 Histoire sociale / Social History

LAMONDE, Yvan, et Jonathan LIVERNOIS — *Papineau, erreur sur la personne*, Montréal, Éditions Boréal, 2012, 198 p.

Dans cet ouvrage de 187 pages de texte, d'une bibliographie des écrits publiés de la famille Papineau et d'un index des noms propres, les deux auteurs Lamonde et Livernois s'attèlent à la tâche difficile de revisiter les mythes politiques construits autour de Louis-Joseph Papineau. Il s'agit davantage d'un essai politique et philosophique, comme l'indiquent les auteurs dans l'introduction, que d'une biographie de Papineau.

On peut d'emblée conclure avec les deux auteurs, spécialistes reconnus l'un et l'autre de l'histoire des idées au Québec, qu'il était temps de faire le point sur la « personne » Papineau, sur ses écrits et sur sa pensée politique maintes fois reprise, divulguée, dévoyée, interprétée et réinterprétée, au gré des intérêts des uns et des autres, au fil des années et des discours politiques au Québec.

Le ton est donné dès l'introduction, dans laquelle les auteurs définissent clairement leur projet. Il s'agit en premier lieu de déconstruire les discours de ceux qui, au fil du temps, politiques, intellectuels ou historiens, se sont emparés du personnage Papineau, sans nécessairement lire ses écrits, pour en faire un héros national ou au contraire un ennemi des Québécois. Puis, dans un deuxième temps, les auteurs retournent aux écrits de Papineau pour y découvrir le « véritable » message politique qu'il apportait aux Québécois au XIX^e siècle, particulièrement après 1838. Ce faisant, à l'instar d'un Jacques Parizeau cité en introduction, les auteurs s'insurgent contre le fait que l'on a fait tenir à Papineau des discours qui servaient davantage les idées de personnages politiques ou d'historiens réformistes qu'ils ne reflétaient réellement la pensée radicale du chef des patriotes avant et après l'exil. Il y a donc « erreur sur la personne » comme le rappellent les auteurs dans leur titre.

À partir de cette constatation, les auteurs vont s'attacher à reprendre chronologiquement l'origine de cette incompréhension, entre les propos de Papineau et leurs interprétations erronées, en cherchant à « établir la fortune de l'erreur historique, à dégager les raisons de sa consolidation au fil des années, de Lord Durham jusqu'à André Pratte » (p. 15).

La question centrale que vont se poser les auteurs tout au long des chapitres est la suivante : « Qu'en était-il des visées démocratiques de Papineau [...] le grand émancipateur de 1815 à 1838, pendant son exil et après son retour? » (p. 9). Les auteurs indiquent que le hiatus central dans l'interprétation de la pensée politique de Papineau concerne sa conception du gouvernement responsable. Selon les auteurs, Papineau « n'a jamais réclamé, de manière claire et affirmée, le gouvernement responsable » (p. 10), contrairement à ce qu'affirme une multitude d'historiens contemporains. Le problème semble émaner de la manière dont on interprète (déjà!) au début du XIX^e siècle la question du « *responsible government* » : s'agit-il de traduire cela par « gouvernement responsable » ou « responsabilité du gouvernement »? Pour Papineau, selon les auteurs, il s'agissait de respecter la souveraineté populaire représentée par l'assemblée législative, d'une part, et d'autre part par un conseil législatif qui devrait être élu, le rendant ainsi responsable devant le peuple. Selon Lamonde, Papineau défendait surtout ici les principes d'une république démocratique comme il nous le démontre dans les chapitres 5 et 6. Quant à ceux qui soutenaient le régime anglais, toujours selon les auteurs, comme Lafontaine ou Parent, le concept de « *responsible government* » faisait référence à la « responsabilité ministérielle » à l'anglaise.

Le chapitre premier, intitulé « Fabriquer l'erreur avant 1950 », commence par une analyse rapide de la pensée politique de Papineau dans le contexte des rébellions en se demandant quel était le positionnement de Papineau sur le concept de gouvernement

responsable à l'origine. Puis, dans les chapitres 4, 5, 6, les auteurs reviennent sur la prémisse que Papineau, particulièrement après le retour d'exil, cherchait à combattre le gouvernement responsable à l'anglaise auquel il opposait le concept d'une république et de la souveraineté populaire, contrairement aux interprétations erronées qui ont circulé sur son compte par la suite.

Ainsi, le second chapitre, intitulé « Fabriquer l'erreur après 1950 », passe en revue la manière dont les discours politiques de Papineau ont été détournés de leur propos initial, voire gommés de l'histoire, pour servir les écrits de Fernand Ouellet, John Saul, Jocelyn Létourneau, André Pratte... Ces interprétations qui mettent en avant Papineau comme porteur d'un « nationalisme négatif » ont « contaminé » à leur tour l'image du patriote dans l'espace public québécois, à travers plaques commémoratives, discours d'inauguration et manuels scolaires, par exemple. En analysant les écrits des historiens du XX^e et du XXI^e siècles et les discours d'hommes et de femmes politiques québécois, les auteurs montrent comment les erreurs d'interprétation de la pensée de Papineau ont été profitables à plusieurs intellectuels, historiens et politiciens qui mettent en avant les valeurs réformistes, conciliatrices et collaboratrices de la société québécoise. Ce second chapitre est sans doute le plus polémique de cet essai. Les auteurs y démontrent, citations à l'appui, comment, sous l'influence des narrations produites par ces intellectuels « réformistes », les discours politiques contemporains en viennent à faire valoir que la révolte des patriotes n'était qu'un malheureux épisode dans l'histoire des Canadiens, ou encore préfèrent laisser croire que Papineau avait prévu et revendiqué l'établissement d'un gouvernement responsable à l'anglaise depuis 1837, gouvernement responsable finalement obtenu en 1840-1848 grâce à l'approche conciliatrice de ceux qui avaient réellement à cœur un projet pour la société canadienne-française, à côté des Anglais. Dans l'imaginaire québécois contemporain, les auteurs insistent sur le fait que Papineau apparaît soit comme une figure historique peu importante car trop radical, soit au contraire comme un de ces Canadiens conciliateurs alors que rien ne le prouve dans ses discours.

Puis, les auteurs reviennent à l'analyse des écrits privés et publics de Papineau durant l'exil et après son retour, pour se pencher sur la pensée politique, moins connue, de celui que ses ennemis appellent « l'homme de 1830 ». Ainsi, le retour aux textes nous amène à comprendre ses positions, souvent décriées par ses contemporains et les historiens du chapitre 2, sur la question de l'Union (chapitre 3) et du gouvernement responsable (chapitre 4), sur son opposition idéologique à Lafontaine à l'occasion des débats houleux sur la constitution de 1849 et l'absence de représentation populaire (chapitre 5) et sur la manière dont Papineau défendait l'annexion aux États-Unis à travers la création d'une fédération continentale, à l'américaine (chapitre 6).

L'interprétation et les réinterprétations des discours de Papineau, dans cet essai, s'articulent autour d'un concept un peu subtil et limité, le concept du gouvernement responsable. En cela, il est un peu dommage de ne « limiter » le débat sur la pensée de Papineau qu'à ce concept, mais du moins cette entrée amène les auteurs à déconstruire le point central de désaccord entre Papineau et ses détracteurs, ceux qui déjà l'effacent de l'histoire québécoise en 1840 alors que Papineau reste seul à s'opposer aux politiques coloniales de la Grande-Bretagne.

Les auteurs de cet essai font œuvre utile quand ils plaident pour un retour aux sources premières et au contexte original, pour comprendre et interpréter l'histoire québécoise, loin des clichés ambiants. Au vu du contexte politique actuel au Canada et de la manipulation historique à laquelle se livre le gouvernement fédéral pour servir une cause nationale, il est plus que nécessaire d'être vigilant sur la manière dont les héros nationaux et leurs écrits – quelle que soit leur nation – sont utilisés ou écartés pour servir une cause qui n'était pas

la leur. C'est là le véritable rôle de l'historien, comme le rappellent Lamonde et Livernois dans cet essai dont la démonstration est claire et bien argumentée.

Françoise Le Jeune
Université de Nantes

LLEWELLYN, Kristina — *Democracy's Angels: The Work of Women Teachers*. Montreal/Kingston: McGill-Queen's University Press, 2012. Pp. 107

I'm assuming that I've come by this review of this remarkable study at least somewhat honestly. In addition to my own long standing scholarly interests in state schooling and teachers' work, I began my teaching career in Ontario schools in the latter part of the 1945-1970 era covered in this study. Memories of themes and activities during that time (albeit through the eyes of a white heterosexual male) certainly congrue with much of what Llewellyn describes and analyzes. Not only that, but it turns out that one of her respondents was a long-favoured aunt of mine (even though pseudonyms were used, the mini-bios provided clearly gave her away), and my own memories of her stories – especially those told to me “in real time” during the latter part of her teaching career – added much to my take-up of this book.

In addition to lengthy interviews with 20 women from Ontario and British Columbia who taught in secondary schools during the immediate post-war era, Llewellyn accesses an enormous range and volume of primary sources relating to schooling and teaching – Ministry and school board records and reports, teacher federation documents, newspaper accounts, as well as drawing contemporary schooling studies and commentaries. In addition, her wide review in the introductory chapter of relevant post-structural, feminist, Marxist and neo-Marxist works clearly speaks to the wide theoretical lens she employs in her analysis of her data. While some might prefer a more singular application of a specific theoretical dictum, or even be bothered by her somewhat “on this hand...” approach to explicating her findings, I for one appreciated this wide-set view, drawing from across a range of approaches to help tease out possible meanings and understandings.

Llewellyn chooses to explore the “relationship of gender, education and democracy” by examining three broad aspects of schooling – curriculum, character education and school administration – in order to “provide a primarily gendered examination of how each major trend in education shaped a limiting role for women teachers within secondary schools” (p. 19). She begins this, in the first chapter, by unpacking the “purpose of educational democracy” and the ways in which politicians and the schooling elite attempted to develop a “nationalist platform of democracy” which “reaffirm a conservative ideal of citizenship” – patriarchal, white, English, middle class and heterosexual. Given the post-war pressures arising from demographic, economic, increased immigrant, and feminist and cultural upsurges, this certainly posed a challenging problem for those in power, and Llewellyn does an admirable job of documenting these challenges – through the words and actions of the elites, as well as in her respondents' reflections on these changes. A number of themes are explored in the ensuing chapters – school structuring/streaming, the increasing numbers of immigrant and working-class students entering secondary schools, changing women's roles in the post-war era, centralized vs. local control of curriculum, modes of teacher supervision, student vs. teacher-centred pedagogy, etc. In addition, the renewed post-war call for anti-totalitarian modes of governance provided further tension and conflict for both